

Études de cas des pratiques de surveillance biométrique de masse en Europe mentionnées dans le rapport

Le projet Dragonfly, Hongrie

ACTIF : 2019 - aujourd'hui

Les 35 000 caméras de vidéosurveillance hongroises font désormais partie d'un système de recherche centralisé unique avec des bases de données biométriques connectées, permettant à la police d'identifier tout citoyen à partir de son visage. Les services secrets et la police hongroise ont déjà utilisé le système, ce qui a donné lieu à 6 000 correspondances de recherches avec la base de données, 250 interpellations et 4 arrestations.

Hambourg, Allemagne

ACTIF : 2017 - 2020

La police de Hambourg a commencé à utiliser la technologie de reconnaissance faciale pour repérer les manifestants à la suite des manifestations du G20 de Hambourg. Cela a mené à une bataille juridique de trois ans avec le contrôleur de la protection des données de Hambourg.

Test à Mannheim, Allemagne

ACTIF : 2018 - aujourd'hui

À Mannheim, la police locale a installé des caméras conçues pour enregistrer les mouvements des individus avec un logiciel visant à détecter les comportements suspects. Le logiciel a produit de nombreux faux positifs, confondant à tort des étreintes avec des comportements suspects.

Nice, France

PARTIELLEMENT SUSPENDU : 2017 - aujourd'hui

Le maire de Nice a cherché à faire de la ville un "laboratoire" pour tester la surveillance biométrique de masse et a largement investi dans des expérimentations qui ont été fortement critiquées par l'Autorité française de protection des données. Leur déploiement dans des écoles a été interdit par la justice.

Aéroport international de Bruxelles, Belgique

SUSPENDU : 2017 - 2019

L'aéroport international de Bruxelles a utilisé quatre caméras connectées à un système de reconnaissance faciale pour capturer et cibler les visages des voyageurs, et les comparer à une liste noire. La technologie s'est avérée inefficace ; des caractéristiques comme la couleur de la peau ou la pilosité faciale entraînant de nombreux faux positifs. Le système a depuis été suspendu après que l'organe de contrôle de la police belge ait jugé que le système fonctionnait sans base légale.

Gare de Südkreuz, Test de la gare de Südkreuz, Allemagne

TERMINÉ : 2017 - 2018

À la gare de Südkreuz, à Berlin, la police fédérale allemande a utilisé la technologie pour faire correspondre les visages des séquences de vidéosurveillance avec des photos d'une centaine de participants ayant préalablement donné leur accord pour participer à l'expérimentation. Le test a duré jusqu'en 2018. Il s'est avéré qu'il en résultait un nombre important de faux positifs.

Test pour « un quartier sans cambriolage », Pays-Bas

TERMINÉ: 2019 - 2021

En octobre 2019, le Carlo Collodihof, une cour d'un quartier de Rotterdam, a été équipé de caméras et de microphones conçus pour détecter les mouvements et trajectoires dits suspects. Cette technologie n'a pour autant pas prouvé son efficacité, posait de nombreux problèmes juridiques et ne parvenait pas à concilier vie privée et efficacité. Le test a pris fin en 2021.